

DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4 octobre 2016

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi



- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 8 novembre 2016.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

[Page 12 : taux de chômage \(Insee\)](#)

Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : déclarations préalables à l'embauche

Page 15 : évolution récente de l'intérim

[Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié](#)

Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle

Page 19 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

La hausse du mois d'août 2016 de 9 200 demandeurs d'emploi en catégories A, B et C par rapport au mois de juillet (+1,0 %) est difficile à interpréter comme un véritable signe conjoncturel sur le marché du travail : en effet, on enregistre en Ile-de-France 8 500 sorties de plus que le mois précédent pour défaut d'actualisation. Ce repli peut en partie s'expliquer par le changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016 et une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre plus élevé de jours ouvrés dans la période d'actualisation ce mois-ci (voir [la note méthodologique](#) d'aide à l'interprétation des séries).

Cette baisse affecte à la hausse le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, de manière plus importante pour les catégories A et C.

Toutefois, sur les trois derniers mois, on observe une hausse de la demande d'emploi francilienne (+1,6 pour les catégories A, B et C) qui est assez similaire à celle du niveau national (+1,7 %).

Sur plusieurs mois, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région francilienne augmente fortement en août, pour atteindre plus de 100 000 (en cat. A, B et C) après un premier semestre de baisse, mais reste stable sur un an. Les hausses de la demande d'emploi des femmes et des jeunes, alliées à l'augmentation des inscriptions pour les motifs de première inscription et de reprise d'emploi évoquent un effet d'appel sur le marché du travail : certaines catégories d'inactifs, encouragés par les signaux de reprise économique, anticipent ou reprennent leur inscription comme demandeurs d'emploi.

Au premier trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active, stable par rapport au quatrième trimestre 2015. Il est inférieur de 1,1 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 9,9 %.

Emploi

Au premier trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a fortement augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa légère hausse au 1er trimestre en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. Après avoir progressé en fin d'année 2015 et en début d'année 2016, l'intérim montre en revanche des signes de ralentissement, en particulier dans les principaux secteurs industriels.

Mutation économique

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est, depuis le début de l'année, inférieur au niveau de 2015. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif.

Seulement quatre PSE ont été initiés en août, menaçant environ 240 emplois, soit le volume le plus faible depuis le début du suivi statistique de ce dispositif, en lien avec un effet saisonnier, l'initialisation de tels plans étant moins fréquente en été.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2016

Marché du travail

Août 2016	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	677 740	3 556 800	0,7	1,4	1,6	1,0	0,0	-0,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	972 450	5 518 200	1,0	1,4	1,6	1,7	1,8	1,9

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

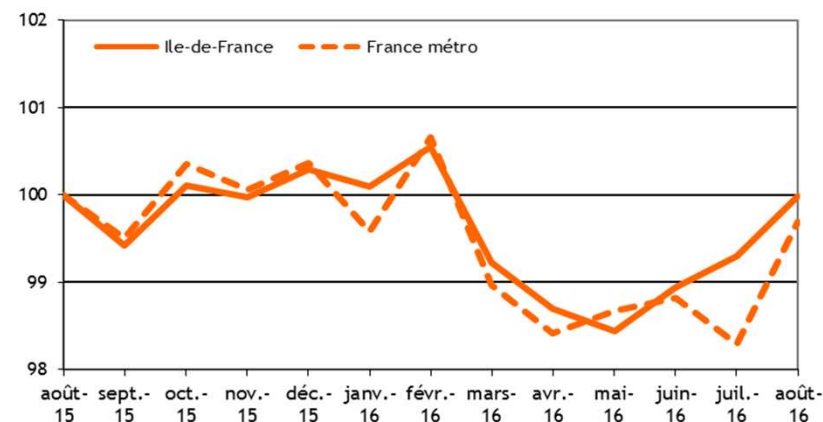
En août 2016, le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation a enregistré une baisse inhabituellement forte. Cette baisse affecte à la hausse le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, de manière plus importante pour les catégories A et C.

Elle pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre plus élevé de jours ouvrés dans la période d'actualisation ce mois-ci, suite au changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016 (voir [la note méthodologique](#) d'aide à l'interprétation des séries mensuelles).

Par rapport à juillet, on enregistre en Île-de-France un repli de 8 500 sorties supplémentaires en août pour le motif défaut d'actualisation. Cela empêche d'interpréter la hausse de 9 200 demandeurs d'emploi en catégories A, B et C comme un véritable signe conjoncturel sur le marché du travail.

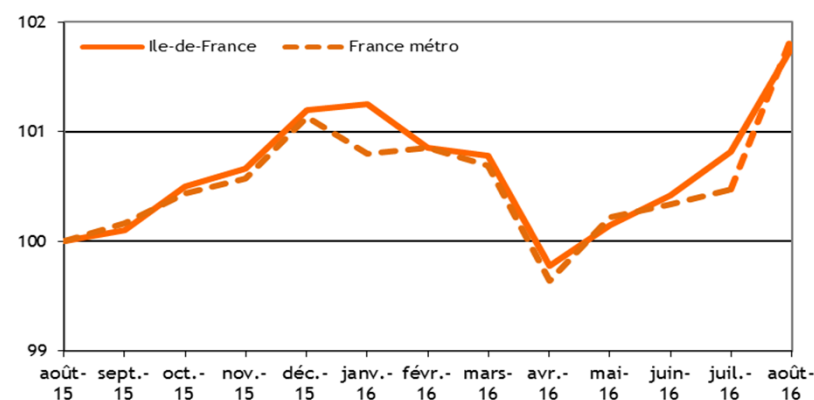
Toutefois, sur les trois derniers mois, on observe une hausse de la demande d'emploi francilienne (+1,6 pour les catégories A, B et C) qui est assez similaire à celle du niveau national (+1,7 %). Sur un an, l'écart avec la France métropolitaine semble se resserrer : +1,8% en un an pour la région contre +1,9% pour la France métropolitaine. Cela est cependant surtout le fait de ce dernier mois où le niveau national enregistrait une hausse beaucoup plus importante que l'Île-de-France.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en août 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en août 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département) à la fin du mois d'août 2016

Marché du travail

Données CVS-CJO Août 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	133 400	-0,1	1,0	201 720	0,7	1,5
Seine-et-Marne	66 960	1,4	1,6	98 490	1,3	2,1
Yvelines	65 780	0,8	2,3	94 650	1,0	2,0
Essonne	59 610	1,5	2,0	87 420	1,4	2,1
Hauts-de-Seine	80 730	0,2	1,2	114 100	0,8	1,1
Seine-Saint-Denis	121 850	0,9	1,7	166 350	0,7	1,3
Val-de-Marne	76 340	0,9	1,7	107 010	1,2	2,0
Val-d'Oise	73 070	1,0	1,6	102 710	1,1	1,4
Île-de-France	677 740	0,7	1,6	972 450	1,0	1,6
France métropolitaine	3 556 800	1,4	1,0	5 518 200	1,4	1,7

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

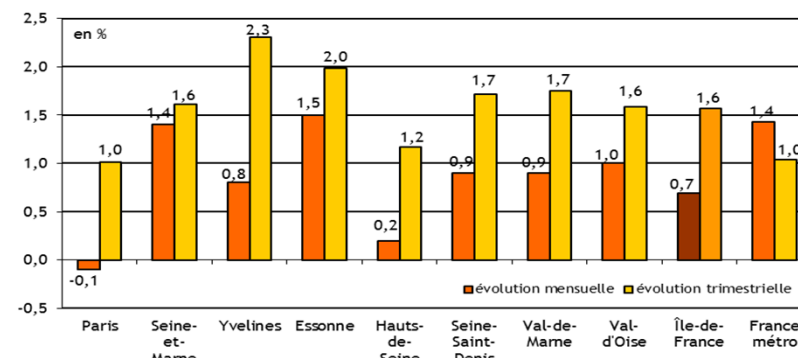
Comme au niveau régional, en raison de la faiblesse anormale du nombre de défauts d'actualisation, les évolutions mensuelles départementales du mois d'août doivent être interprétées avec précaution.

Sur les trois derniers mois, tous les départements franciliens ont connu une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, variant de +1,0 % pour Paris, en partie lié à la légère baisse du mois d'août, à +2,3 % pour les Yvelines.

En catégorie A, B et C, la hausse sur trois mois est également générale, avec cependant des différences : les plus faibles augmentations sont enregistrées dans les Hauts-de-Seine et la Seine-St-Denis (resp. +1,1 % et +1,3 %) et les plus fortes progressions sont en Essonne et en Seine-et-Marne (+2,1 %).

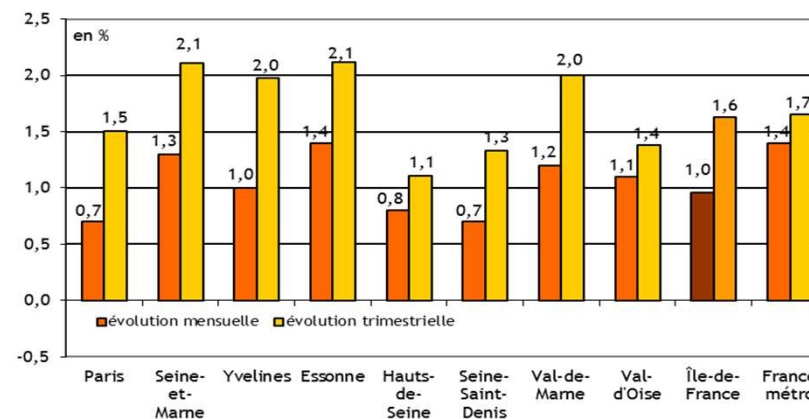
Ainsi, à l'image de la région et de la France (surtout en catégorie A, B et C), l'ensemble des départements est touché par une hausse de la demande qui a commencé en juin et qui se poursuit en juillet et août, après un début d'année en baisse.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

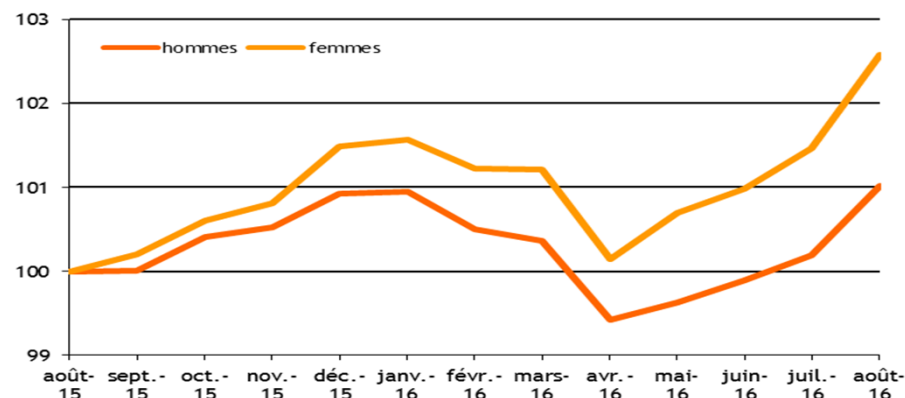
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois d'août 2016

Marché du travail

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi a augmenté de 1,4 % pour les hommes et de 1,9 % pour les femmes. En France métropolitaine, la demande d'emploi évolue de manière similaire. Sur un an, la demande d'emploi des hommes a progressé de +1,2 % contre +2,6 % pour celle des femmes, creusant un peu plus l'écart qui a commencé à apparaître au second semestre 2015. Au niveau national, l'écart est sensiblement identique (1,6 point).

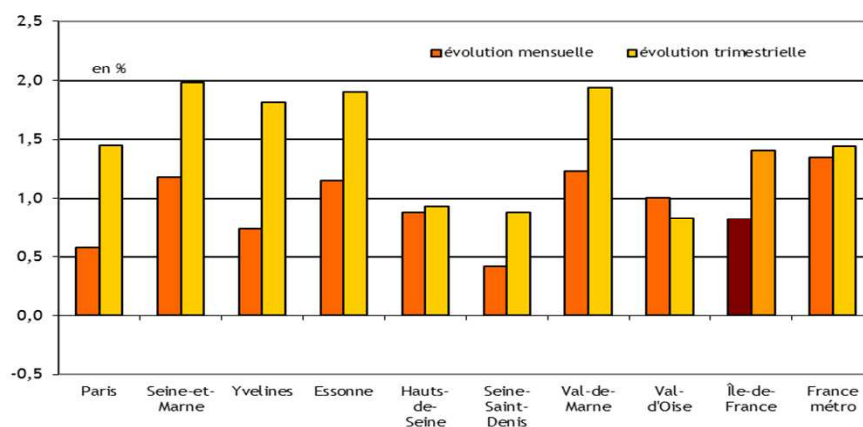
La différence d'évolution entre les hommes et les femmes ces derniers mois se généralise par département, mais n'est pas homogène : l'écart le plus important est observé en Seine-St-Denis et dans le Val-d'Oise, alors que les hausses sont sensiblement identiques pour les hommes et les femmes à Paris et en Seine-et-Marne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 août 2015)



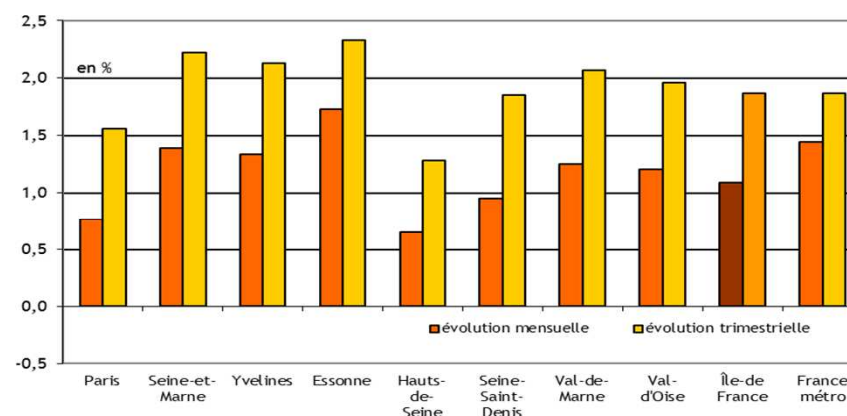
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois d'août 2016

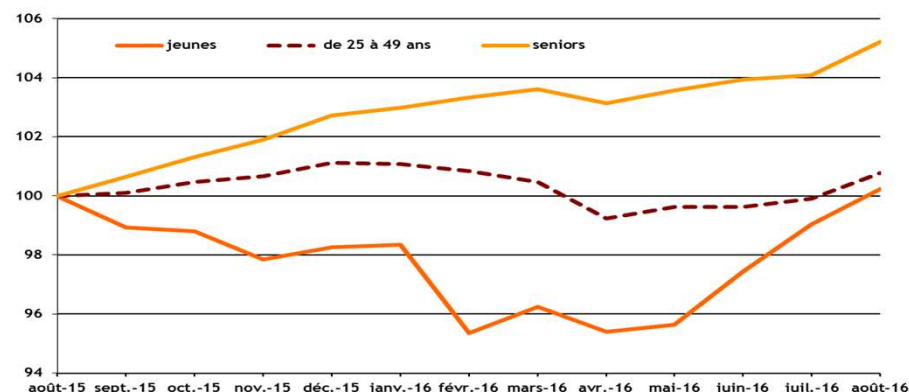
Marché du travail

L'ensemble des classes d'âge enregistre des hausses, mais à des rythmes différents.

Sur les trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi augmente fortement (+4,8 %), après de fortes baisses au second semestre 2015 et début 2016. Ainsi le nombre de jeunes demandeurs dépasse la barre des 100 000, niveau atteint une seule fois ces quinze dernières années. Paris et le Val-de-Marne sont les départements les plus touchés. La hausse reste importante en France métropolitaine mais elle est toutefois moins marquée : +2,8 %. Sur un an, l'évolution des jeunes est stable dans la région (+0,2 %), alors que le niveau national enregistre toujours une baisse (-1,6 %).

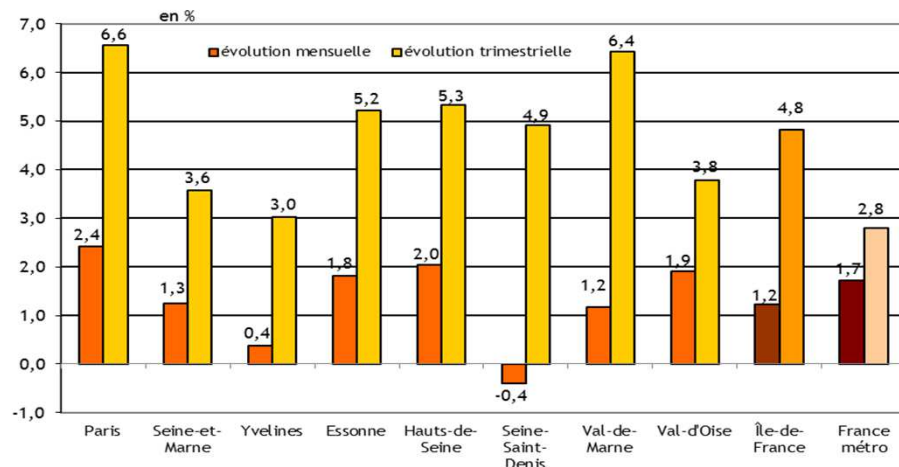
La demande d'emploi des seniors est repartie à la hausse ce mois-ci, mais, sur ces trois derniers mois, la progression est comparable à celle tous âges confondus (+1,6 %). Sur un an la hausse des seniors reste élevée (+5,2 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mars 2015)



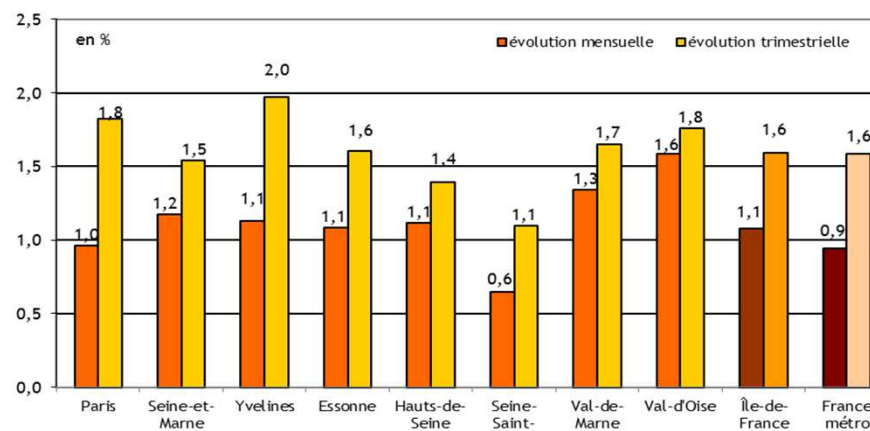
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois d'août 2016

Marché du travail

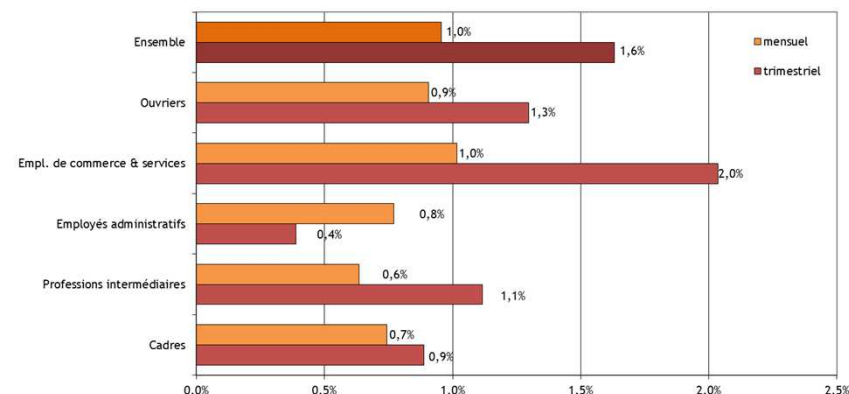
Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février à 7 100 en août. Cela influe à la baisse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 4 100 à 7 100 entre mai et août 2016.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles, bien que cette hausse soit probablement un peu sous-estimée pour chacune d'entre elle : le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 1,6 % pour l'ensemble des demandeurs en catégories A, B et C, tandis que la hausse est de 1,3 % pour l'ensemble des catégories hors non renseignés. L'évolution montre néanmoins une augmentation assez marquée pour les employés de commerce et les ouvriers.

Tous les principaux domaines professionnels affichent une forte hausse ces derniers mois. Elle est particulièrement marquée pour la santé - action sociale et l'hôtellerie - restauration. En revanche, elle est plus modérée pour le commerce et le BTP.

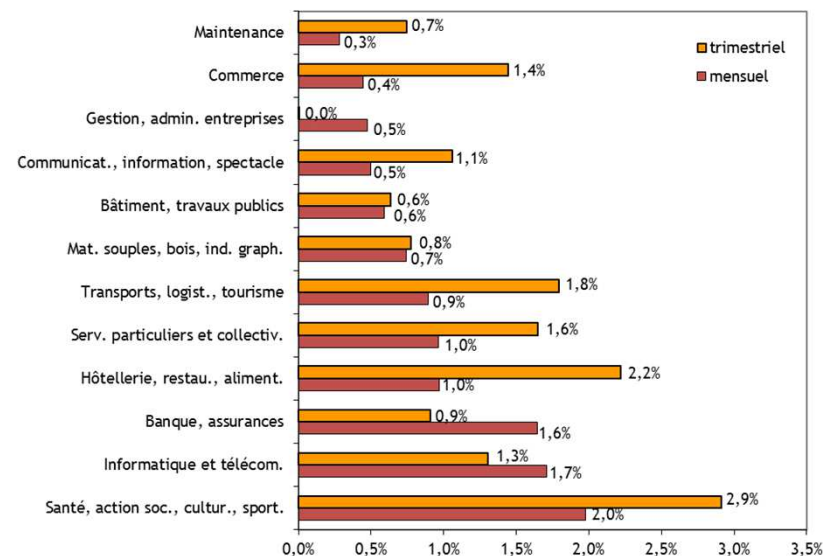
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois d'août 2016

Marché du travail

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,0%	10,3%	11,3%	9,7%	12,0%	16,1%	12,0%	12,2%	12,5%	13,3%

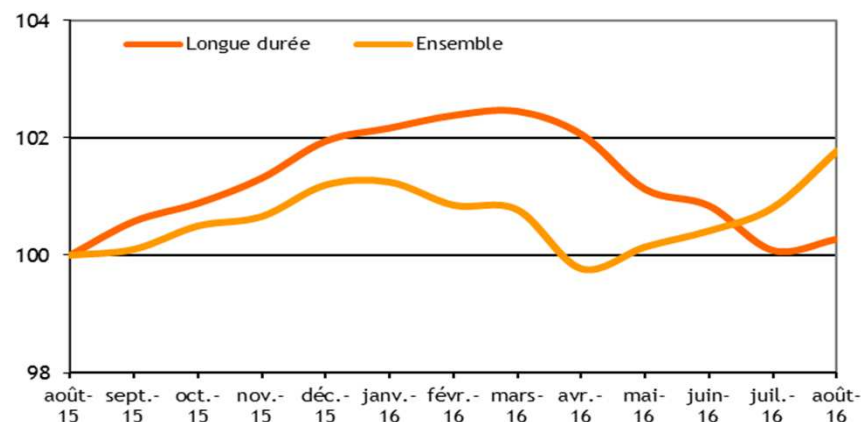
Sources : Dares / Pôle emploi – données brutes

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a baissé de -0,8 % sur trois mois, contre -1,2 % au niveau national. Cette baisse est en partie liée à la hausse des défauts d'actualisation intervenue en avril: la sortie en avril suivie d'une réinscription les mois suivants réinitialise le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés. Néanmoins, la demande d'emploi de longue durée n'avait que très légèrement augmenté sur le premier trimestre de l'année.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est légèrement inférieure à celle du niveau national. La Seine-St-Denis reste le département avec la plus forte part, au contraire de l'Essonne.

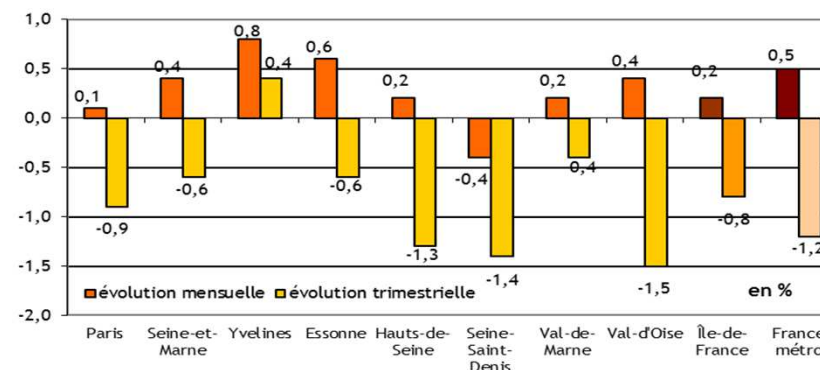
Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 août 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (Catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif de ces entrées.

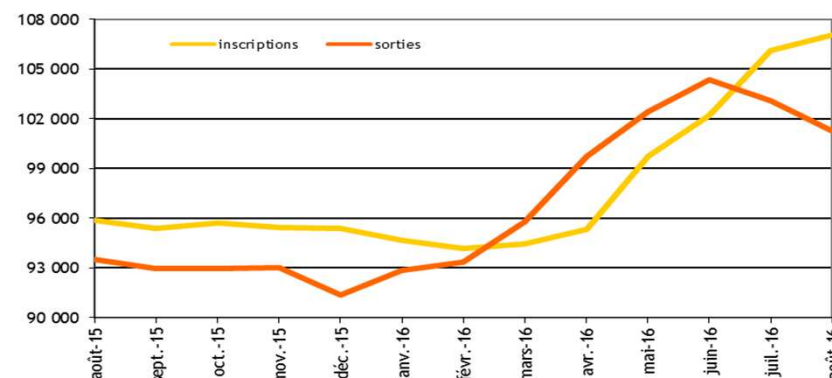
En août 2016, le nombre de sorties en catégorie A, B et C pour défaut d'actualisation a enregistré une baisse inhabituellement forte. La diminution des défauts d'actualisation peut être liée à une sensibilité des comportements au nombre plus élevé de jours ouvrés dans la période d'actualisation ce mois-ci.

La baisse sur trois mois glissants du nombre de sorties s'explique en grande partie par le recul enregistré pour ce motif. Le motif de défaut d'actualisation représentant 44% du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif.

De son côté, sur trois mois glissants, le nombre d'entrées est en légère hausse. Les entrées pour motifs de « première entrée » ou de « reprise d'activité » sont en forte augmentation. Cela peut être du en partie à la refonte des intitulés des motifs d'entrée suite à la mise en place du « nouveau parcours du demandeur d'emploi », les nouveaux intitulés étant plus explicites que les précédents.

Il est aussi possible que nous assistions à une anticipation des inscriptions de jeunes sortant d'études ou de femmes sortant d'inactivité. La hausse de ces deux motifs peut être le signe d'un effet d'appel sur le marché du travail, phénomène particulièrement notable dans la région en période de reprise économique.

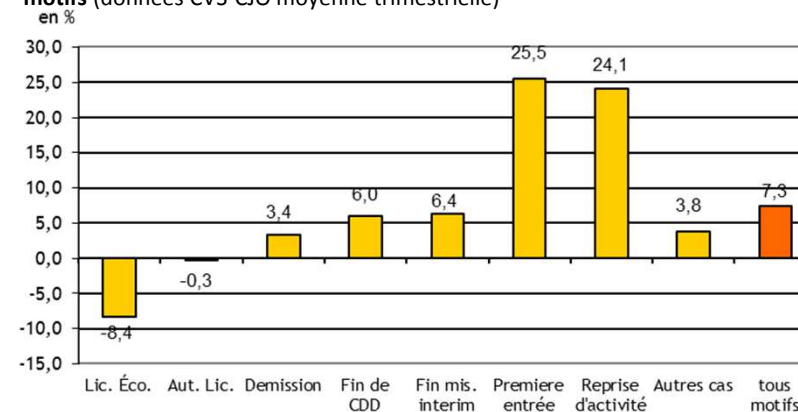
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Le taux de chômage au 1er trimestre 2016

Au premier trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au quatrième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine est lui aussi resté stable, atteignant 9,9 % au 1er trimestre 2016.

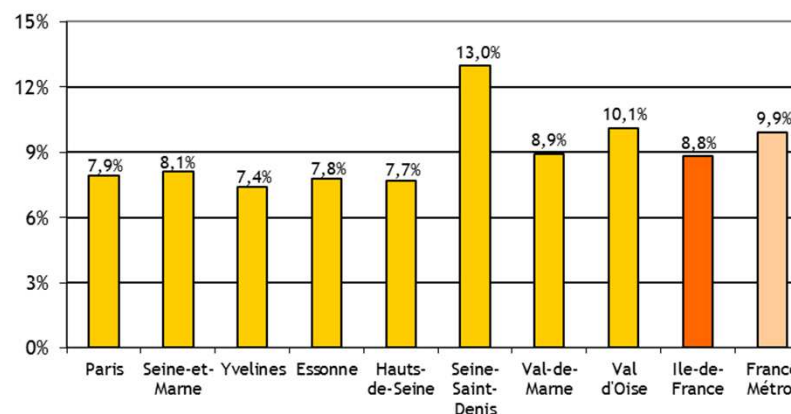
Par rapport au trimestre précédent, Paris et les Hauts-de-Seine ont vu leur taux de chômage reculer de 0,1 point tandis qu'il a augmenté de 0,1 point dans les Yvelines. Il est resté stable dans le reste des départements franciliens.

Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,1 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Depuis le premier trimestre 2008 et le début de la crise, le taux de chômage a augmenté de 2,6 points dans la région et de 3,2 points en France métropolitaine. Néanmoins, il est resté relativement stable entre 2013 et aujourd'hui, sans amorcer un mouvement de baisse concret.

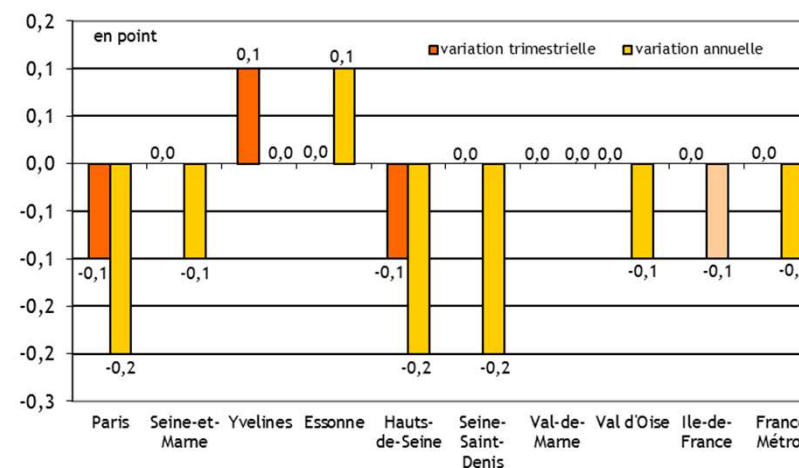
Ainsi, le département au taux de chômage le plus élevé reste la Seine-Saint-Denis (13,0 %) se détachant nettement du reste des départements franciliens. Suit le Val-d'Oise (10,1 %), où il est également nettement supérieur à la moyenne régionale.

Taux de chômage localisé au 1er trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 1er trimestre 2016 (données CVS)



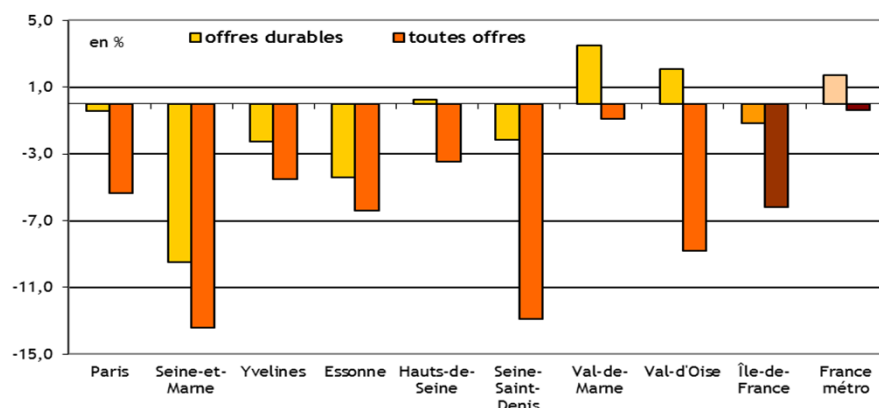
Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin août 2016

Emploi

En août 2016, 45 200 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 30 760 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois), en hausse par rapport au mois précédent.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

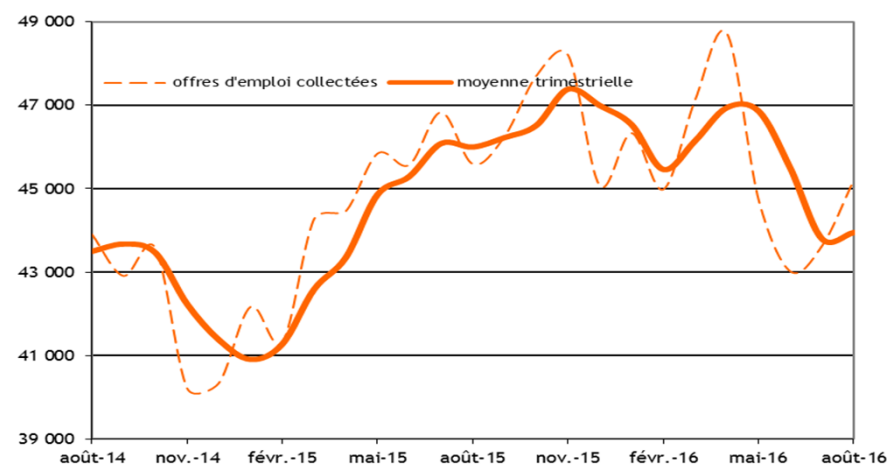


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissant, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en net recul (-6,2 %), alors que les offres durables connaissent une relative stabilisation par rapport aux trois mois précédents (-1,1 %). En France métropolitaine, les offres baissent moins qu'en Ile-de-France, alors que les offres durables augmentent légèrement (+1,4 %)

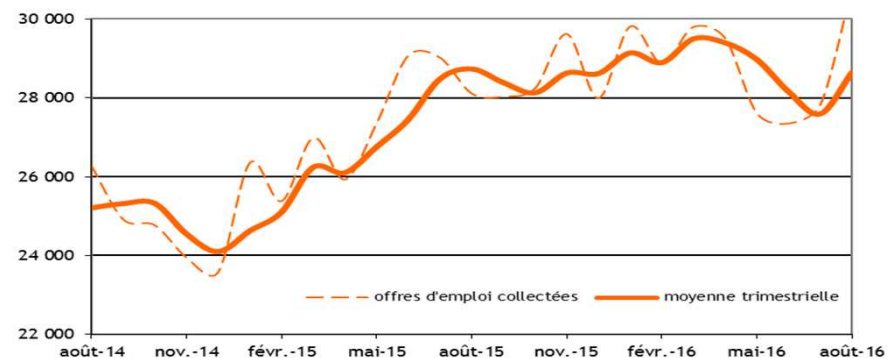
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région sont également en repli (-4,4 %), au contraire des offres durables qui restent stables (-0,3 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis août 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis août 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au premier trimestre 2016

Emploi

Plus de 1 700 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2016 en Île-de-France, dont plus de 350 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Par rapport au premier trimestre 2015, en Île-de-France, le nombre de DPAE au premier trimestre 2016 a augmenté tous contrats confondus (+4,5 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +8,2 %).

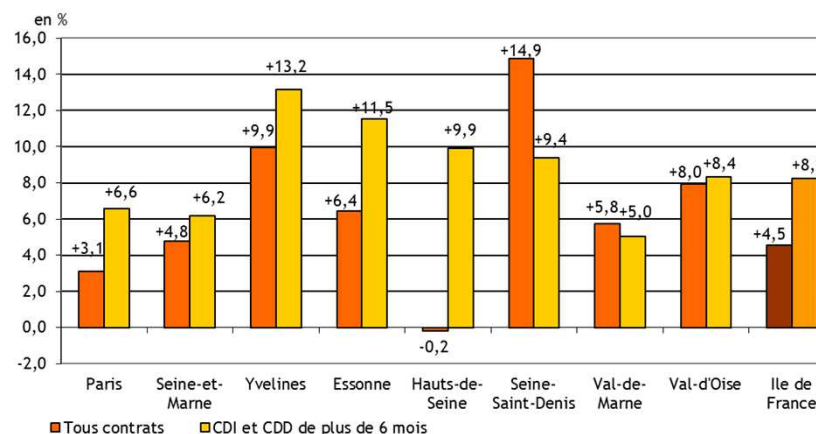
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et les Yvelines ont connu une augmentation annuelle très importante du nombre de DPAE (respectivement 14,9 % et 9,9 %). En revanche, cette évolution est très légèrement négative pour les Hauts-de-Seine (-0,2 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et l'Essonne progressent fortement sur un an (plus de 10 %). Les Hauts-de-Seine connaissent paradoxalement une forte croissance des contrats durables (+ 9,9 %).

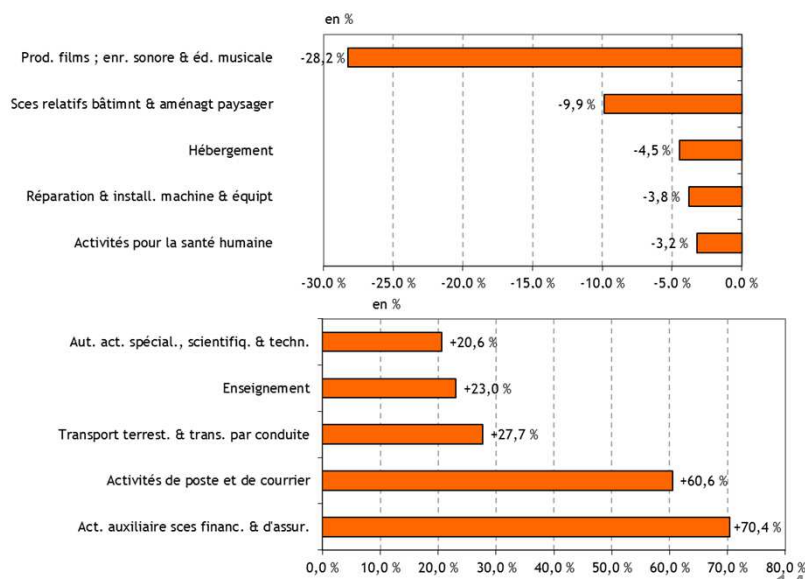
Les services auxiliaires aux services financiers et aux assurances et les activités de poste et de courrier connaissent la plus forte augmentation des contrats durables entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 (respectivement + 70,4 % et +60,6 %).

Sur la même période, le secteur de la production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision - enregistrement sonore et édition musicale a connu la baisse la plus importante (près de 30 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département
(1^{er} trim. 2016 – 1^{er} trim. 2015)



Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (1^{er} trim. 2016 – 1^{er} trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin juin 2016

Emploi

Plus de 282 400 contrats d'intérim ont été signés au mois de juin 2016 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 98 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

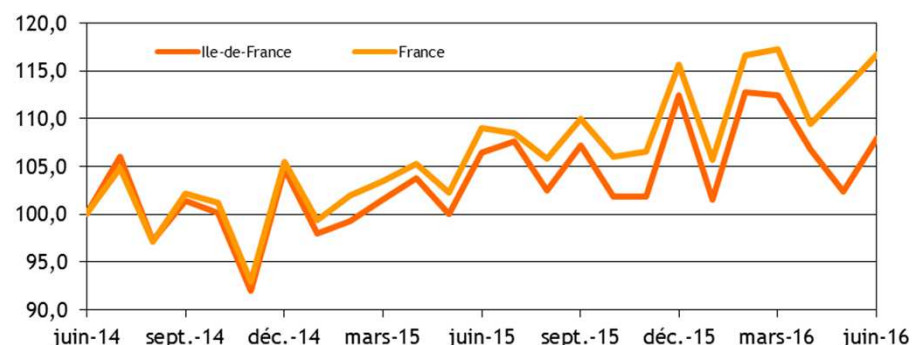
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a légèrement progressé par rapport au mois précédent, signe de contrats plus longs. Toutefois, en moyenne sur le 2^{ème} trimestre 2016, le nombre d'intérimaires est en baisse : -3,0 % par rapport au 1^{er} trimestre 2016 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en forte baisse : -10,5 % pour le nombre d'EETP par rapport au 4^{ème} trimestre 2015, notamment dans les industries agro-alimentaires et la fabrication de matériels de transport (resp. -19,2 % et -19,1 %), au contraire de la production et distribution d'eau - gestion des déchets (+2,7 %).

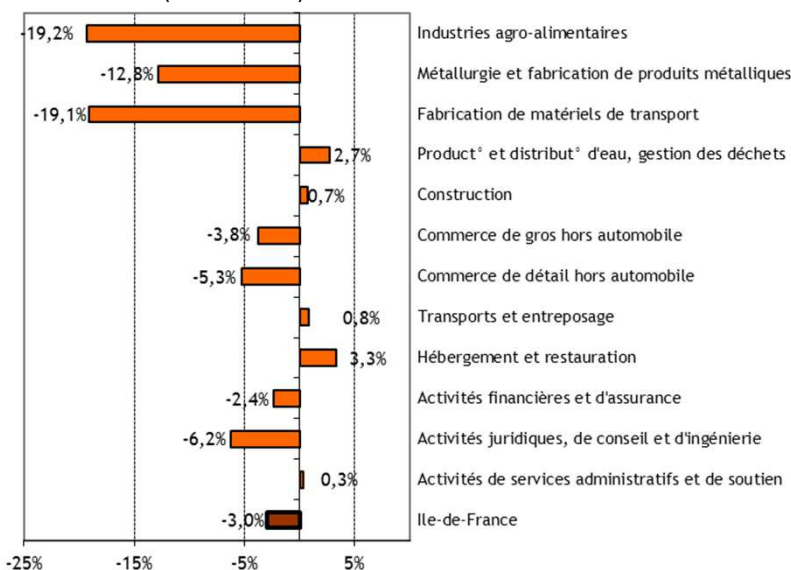
L'activité intérimaire dans la construction enregistre une légère augmentation (+0,7 %) après des trimestres de plus fortes hausses.

L'intérim est également en repli dans le tertiaire (-1,8 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2015), mais avec des différences suivant les secteurs d'activités fins : hausse dans l'hébergement-restauration et le transport et entreposage, net recul dans les activités de conseil et d'ingénierie, le commerce de détail et le commerce de gros (resp. -6,2 %, -5,3 % et -3,8 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin juin 2014)



Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 1er trimestre 2016

Emploi

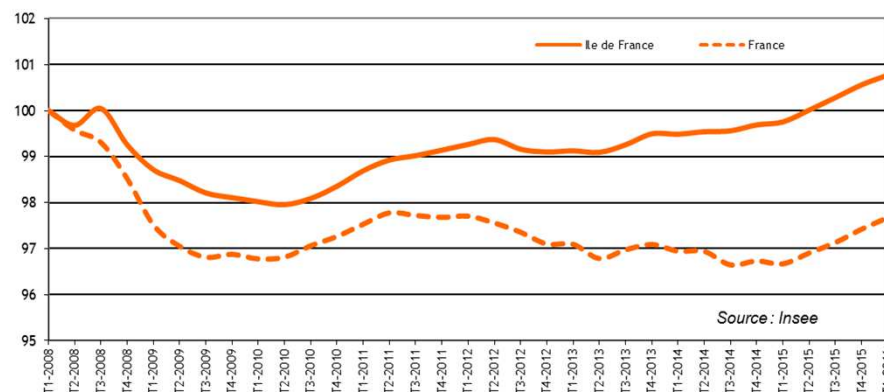
Au premier trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,2 % (soit +8 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,3 % (+40 400 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en hausse de 1,0 % (soit +40 400 emplois). Il semble ainsi confirmer sa bonne tenue, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015, sans toutefois marquer un tournant vers une franche amélioration.

Au premier trimestre 2016, la Seine-Saint-Denis (+0,9 %) et la Seine-et-Marne (+0,6 %) ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement en région francilienne. A l'inverse on a observé des légères baisses pour le Val-de-Marne (-0,3 %) et les Hauts-de-Seine (-0,1 %).

Sur un an, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine se sont également démarqués du reste des départements franciliens, n'ayant pas enregistré de hausse de l'emploi mais seulement une relative stabilisation. L'emploi salarié marchand a en revanche le plus fortement progressé en Seine-et-Marne (+2,0 %, +6 000 emplois) et en Seine-Saint-Denis (+1,9 %, +7 500 emplois).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 298 942	2 646	0,2	18 779	1,5
Seine-et-Marne	309 892	1 848	0,6	6 074	2,0
Yvelines	367 240	1 065	0,3	2 289	0,6
Essonne	302 471	780	0,3	3 591	1,2
Hauts-de-Seine	816 144	-898	-0,1	583	0,1
Seine-Saint-Denis	404 772	3 505	0,9	7 531	1,9
Val-de-Marne	356 953	-1 043	-0,3	-390	-0,1
Val-d'Oise	265 374	777	0,3	3 202	1,2
Ile-de-France	4 121 787	8 679	0,2	41 658	1,0
France métropolitaine	15 576 600	40 400	0,3	160 400	1,0

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

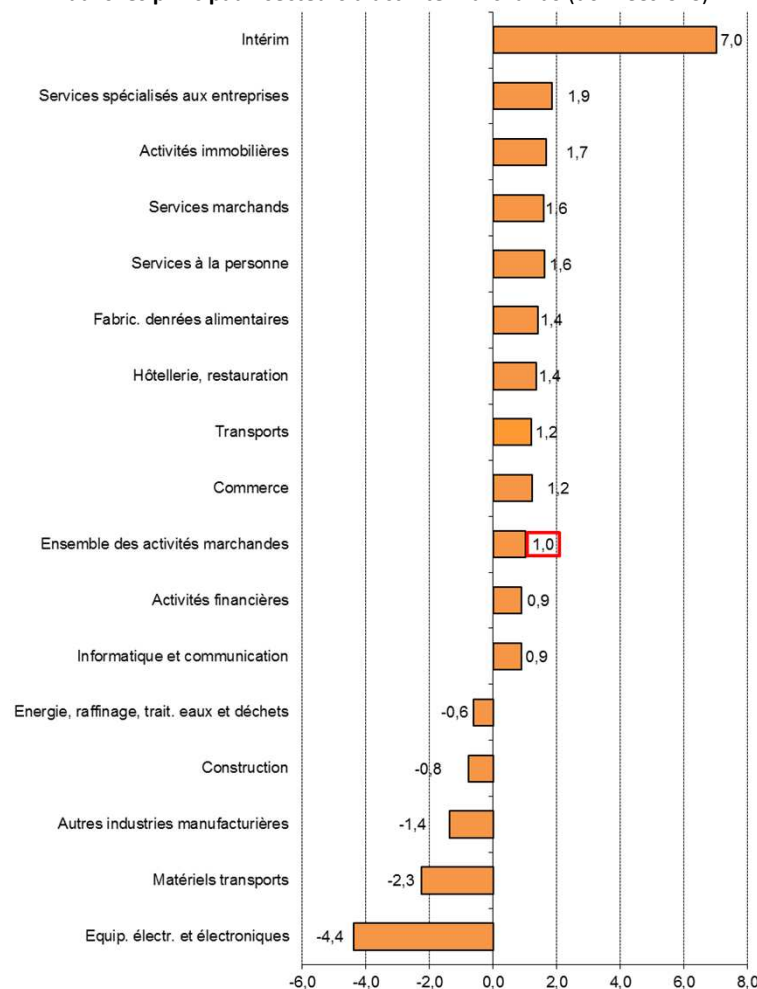
Au premier trimestre 2016, l'emploi s'est replié dans l'industrie (2 400 emplois, soit -0,5 %) et reste à peu près stable dans la construction (-300 emplois, -0,1 %). Le commerce (+0,2 %, +1 500 emplois) et les services marchands (+0,4 %, +9 900 emplois) ont continué de progresser.

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,6 % dans l'industrie et de 0,8 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités, sauf celui des denrées alimentaires, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 1,2 % (+8 400 emplois), dans la lignée des évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,6 % (+42 300 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim recule ce trimestre (-1,5 %) après trois hausses consécutives dont le fort rebond observé au 3ème trimestre 2015. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 7,0 %. Tous les autres secteurs d'activités ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, les activités spécialisées, techniques et de soutien ont connu la plus forte croissance hors secteur intérimaire (+1,9 %, soit +16 800 emplois), suivies par les activités immobilières (+1,7 %) et les services à la personne (+1,6 %).

**Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France
entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2016,
dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)**



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en août 2016

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en août	50	15	0	3	8	6	2	2	14
cumul 2016	870	178	114	141	109	54	75	76	123
cumul 2015 (janvier-août)	1040	150	150	146	146	86	96	104	162
Heures associées en août	224 333	21736	0	12 641	30 099	39 455	3 123	22 000	95 279
cumul 2016	5 035 675	347 799	584 270	1 757 092	678 951	407 116	204 441	390 949	665 056
cumul 2015 (janvier-août)	5 238 354	221 347	736 374	1 119 498	809 467	578 444	363 635	715 722	693 866
Evolution	-3,9%	57,1%	-20,7%	57,0%	-16,1%	-29,6%	-43,8%	-45,4%	-4,2%

Les sollicitations d'activité partielle ont été particulièrement peu nombreuses en août dernier. Seules 50 décisions ont en effet été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 224 333 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France, un nombre plus élevé qu'en août 2015.

Les départements du Val-d'Oise et des Hauts-de-Seine concentrent 60 % des heures d'activité partielle autorisées en août dernier.

L'Essonne est le troisième département le plus touché avec 13 % des heures demandées dans la région.

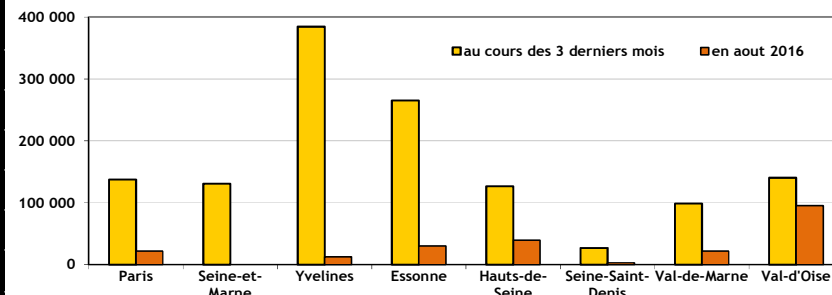
Le secteur de la construction concentre près d'un tiers des heures autorisées ce mois-ci, majoritairement dans le département du Val-d'Oise.

Les secteurs de l'ingénierie, études techniques et publicité ont obtenu des autorisations pour près de 64 000 heures réparties en 8 décisions.

(*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

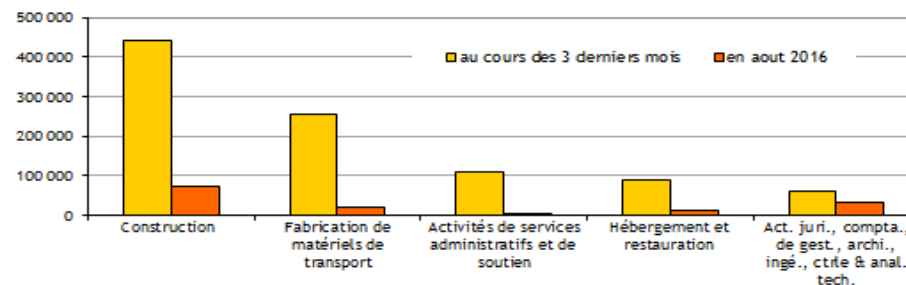
Accompagnement des mutations économiques

Heures autorisées par département



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) en août 2016

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en août	4	3					1			
Cumul 2016	215	59	8	11	10	71	16	13	14	13
Cumul 2015 (janvier à août)	215	74	11	17	9	52	17	12	10	13
Salariés concernés	240	92					79	69		/
Cumul 2016	14 621	3 331	430	973	1 244	4 994	2 178	767	704	/
Cumul 2015 (janvier à août)	13 500	3 711	520	826	446	4 189	2 084	995	729	/
Evolution	8%	-10%	-17%	18%	179%	19%	5%	-23%	-3%	/

En août 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 4 plans de sauvegarde de l'emploi concernant 240 postes.

Les mois d'été, et particulièrement le mois d'août, sont traditionnellement ceux qui connaissent le moins de PSE. Toutefois, jamais depuis juillet 2013 (le début du suivi statistique) les chiffres n'ont été aussi bas.

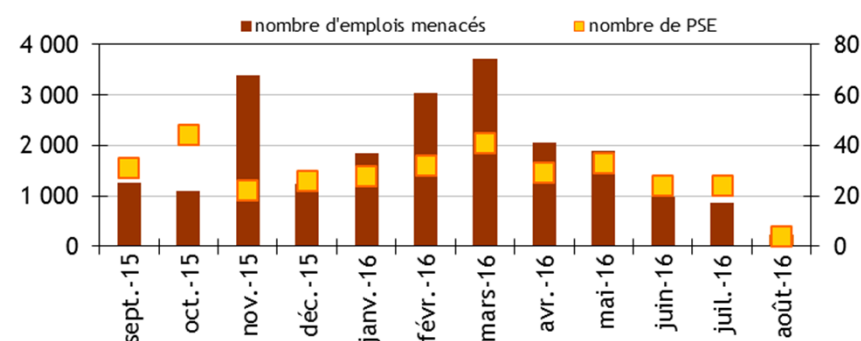
Sur trois mois, seulement 2 079 emplois sont désignés comme susceptibles d'être supprimés. Pour comparaison, le précédent minimum avait été constaté au 3^{ème} trimestre 2014 avec 2 592 emplois menacés.

Alors qu'à fin mai 2016 le nombre d'emplois menacés en cumul depuis le début de l'année était supérieur de 24 % à 2015, la différence n'est plus que de 8 % ce mois.

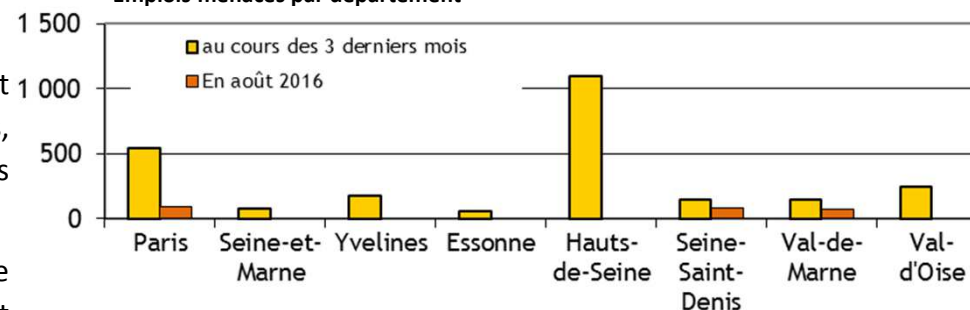
Les départements qui totalisent le plus d'emplois menacés en rapport avec leur emploi local depuis le début de l'année sont les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis.

Accompagnement des mutations économiques

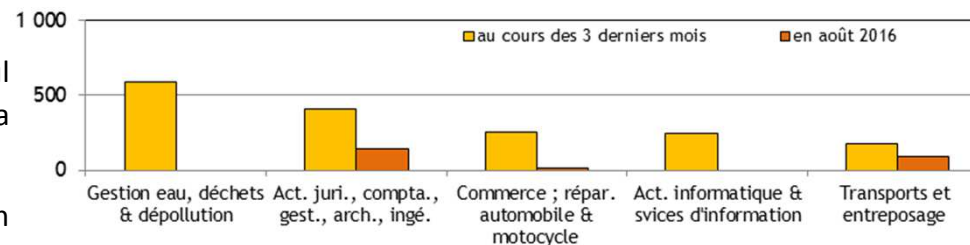
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr